

La Tunisie frappée au cœur de son économie

- L'attentat survient près de trois mois après l'attaque le 18 mars de l'EI contre le musée du Bardo à Tunis, où 21 touristes et un policier avaient péri.
- Le dernier bilan faisait état de 37 personnes tuées et une trentaine de blessés, dont au moins quatre Belges.

TUNIS
DE NOTRE CORRESPONDANT

La station balnéaire de Sousse, en Tunisie, a été le théâtre d'une scène atroce ce vendredi. Le terroriste est arrivé par l'arrière de l'hôtel vers l'heure de midi, côté plage. Il a froidement ouvert le feu sur les touristes. Au dernier bilan, 37 personnes ont été tuées, dont un nombre important de touristes. Et environ autant de blessés. Parmi eux, deux couples de Belges, originaires de Namur et de Verviers.

Selon le ministère tunisien de l'Intérieur, l'auteur présumé de l'attentat se nomme Seifeddine Rezgui, un jeune Tunisien originaire de Gaafour mais étudiant à Kairouan. Il était inconnu des services de police et aurait agi seul.

L'attaque la plus meurtrière qu'ait jamais connue la Tunisie survient alors que le pays voulait croire à la douce torpeur des chaudes journées de jeûne pendant lesquelles le temps semble suspendu. Mais cette illusion n'a pas suffi à éloigner le spectre d'un nouvel attentat qui hantait les esprits depuis celui du Bardo. Le choc est d'autant plus terrible, alors que les réseaux sociaux s'échangent les images des corps sur la plage et des touristes qui quittent les hôtels.

« Il est temps de se demander si les services de renseignement ont pris la mesure du problème » LARBI CHOUIKA

« Je suis partagé entre la tristesse, la colère et la haine, confie Mehdi Allani, directeur d'un hôtel de standing à Hammamet. J'ai la haine contre ceux qui ont dirigé ce pays depuis quatre ans. Ils ont joué à la politique de manière irresponsable. Même après le Bardo, ils ont pris les problèmes trop à la légère. J'ai la haine aussi contre ceux qui ont fichu le bazar en Libye en renversant Khadafi, sans mesurer les conséquences ! Aujourd'hui le problème est devenu trop grand pour qu'on puisse le résoudre en éradiquant les terroristes. »

Même sentiment chez Larbi Chouika, professeur à l'Institut de presse et politologue : *« Je suis sous le choc. Ce pays est devenu ingouvernable et le gouvernement n'a aucune vision claire. »* Depuis février, le pays est dirigé par une coalition entre Nidaa Tounes, vainqueur des élections, le parti islamiste Ennahda et deux autres partis libéraux.

« La classe politique se déchire, les hommes d'affaires, les syndicats dé-

fendent chacun leurs intérêts, déplore encore Larbi Chouika. Certains dirigeants déclarent de manière irresponsable que l'on est quasiment venu à bout du terrorisme. Il est temps de se demander si les services de renseignement ont pris la mesure du problème. Il faut d'urgence réunir tous les secteurs de la société pour apporter une réponse globale au terrorisme. »

Jeune députée du parti Ennahda, élue de France, Sayida Ounissi se dit, elle aussi, consternée. *« J'éprouve le sentiment d'un immense gâchis. Nous commençons lentement à sortir la tête de l'eau après l'attentat du Bardo. Nous devons nous battre sur tous les fronts contre des problèmes très lourds. Notamment une situation économique et sociale très difficile. Nous devons mener des réformes compliquées. C'est un énorme retour en arrière. Malgré toutes les mesures prises depuis le mois de mars, à présent les gens ont peur. Il va falloir établir des responsabilités dans l'appareil sécuritaire. Le bâtiment de l'Assemblée (qui jouxte le Musée du Bardo, cible de l'attaque du 18 mars, ndlr) n'est toujours pas mieux protégé aujourd'hui. »*

Hamma Hammami, dirigeant du Front populaire (extrême gauche) a re-

nouvelé l'appel à une conférence nationale qu'il avait déjà lancé après l'attentat du Bardo : *« Il faut adopter une stratégie contre le terrorisme qui englobe les dimensions économique, sociale, culturelle, régionale. »*

Côté pouvoir, les réactions sont virulentes. Depuis Sousse, où il s'est rendu dans l'après-midi, le chef de l'Etat, Béji Caïd Essebsi, a lancé un appel à l'unité derrière les forces de l'ordre et l'Etat : *« Nous sommes réellement en guerre. Tous les Tunisiens sont concernés. Face à la guerre, il faut être unis. Or je n'arrête pas de voir des partis politiques critiquer constamment le gouvernement et l'Etat. Ce n'est plus acceptable ! Les chicaneries ne seront plus tolérées. »*

Béji Caïd Essebsi a notamment mis en cause une mobilisation en faveur de la transparence dans l'exploitation des ressources énergétiques, baptisée *Où est le pétrole ? (Winou el petrole ?)* qui a agité les réseaux sociaux et suscité des manifestations dans les villes du Sud du pays et à Tunis durant ces dernières semaines. *« La campagne Winou El Petrole et les mouvements protestataires ont affaibli le rendement du gouvernement dans la lutte contre le terrorisme »,* a renchéri Boujemaa Remili, porte-parole de Nidaa Tounes, dans un

entretien sur une radio privée.

Mohsen Marzouk, secrétaire général du parti, et proche conseiller du chef de l'Etat, a appelé à la formation de cellules populaires de surveillance pour renseigner les forces de l'ordre et sommé à *« dépasser les préjugés à l'encontre de l'ancien régime qui qualifient les citoyens en relation avec la police de collaborateurs »*.

Ce nouvel attentat va à nouveau mettre la coalition gouvernementale sous tension. Samir Taieb, leader d'une formation laïque, a estimé qu'*« il faut que chaque personne ayant un lien de près ou de loin avec le terrorisme soit mise devant ses responsabilités et en réponde devant la loi. Même un ancien président de l'ancien parti au pouvoir. »* Mettant indirectement en cause Moncef Marzouki, l'ancien chef de l'Etat, et le parti Ennahda, au pouvoir de décembre 2011 à janvier 2014.

Mais des déclarations plus dures encore se font entendre. Mokhtar Ben Nasr, par exemple, officier supérieur à la retraite depuis 2013, ancien porte-parole du Chef d'Etat major et toujours actif dans le débat public, a ainsi estimé qu'il fallait *« arrêter de parler de liberté et de droits de l'homme »*.

Sayida Ounissi veut rester sereine. *« Il y a une tentative de régression autoritaire, mais ça ne passera pas. En tout cas, pas au niveau gouvernemental. Ce n'est l'intérêt de personne. »*

« J'ai la haine contre tous ceux qui ont dirigé ce pays depuis quatre ans »

MEHDI ALLANI, DIRECTEUR D'HÔTEL

Senior analyste pour l'International Crisis group, Michael Ayari voit dans cette attaque un message politique : *« Après l'échec, en 2013, de la stratégie d'intégration de la mouvance djihadiste tunisienne rassemblée au sein d'Ansar al-Charia, une partie s'est radicalisée. Plusieurs groupes radicaux veulent faire échouer la transition démocratique et l'alliance entre un parti séculariste, Nidaa Tounes, et un parti islamiste, Ennahda. Face à cela, la classe politique ne doit pas céder à la panique et s'en remettre à un resserrement sécuritaire. La mauvaise police radicalise les gens. Pour assécher les sources du terrorisme, il faut élaborer une stratégie de sécurité globale, fournir une alternative idéologique à l'Etat islamique et éviter de creuser encore le fossé entre les autorités et une partie de la société qui ne croit plus à l'Etat. »* ■

THIERRY BRÉSILLON

tour-opérateurs Les vols annulés et les touristes rapatriés

La compagnie aérienne Jetair a annulé les deux vols de ce vendredi à destination de la Tunisie. L'un d'eux, à destination d'Enfidha, a fait demi-tour au-dessus de la Corse pour rentrer à Bruxelles. Les quatre vols de ce samedi, sont également annulés. « Tous ces avions partiront donc vides ce vendredi et samedi afin de rapatrier les Belges qui se trouvent sur place », explique Florence Bruyère, la porte-parole du tour-opérateur. Trois avions supplémentaires seront par ailleurs dépêchés sur place pour y récupérer les vacanciers qui souhaitent rentrer au pays. « Nous mobilisons donc neuf avions pour parvenir à une capacité de vol maximale ».

Par ailleurs, le ministère des Affaires étrangères a modifié son avis de voyage concernant le pays et déconseille momentanément aux res-

tissants belges de voyager vers la Tunisie. Sur son site, le ministère ajoute que « les visiteurs étrangers doivent donc savoir que le risque existe que de nouveaux attentats, et même des enlèvements, soient perpétrés et cela sur tout le territoire tunisien ».

La compagnie annule donc tous ses vols jusqu'au 29 juin. Thomas Cook, de son côté, a également annoncé annuler tous ses vols à destination de la Tunisie jusqu'à la fin du mois d'août.

Les personnes qui devaient partir pour la Tunisie dans les prochains jours sont donc appelées à se renseigner sur le site web de leur tour-opérateur où toutes les informations devraient être mises à jour. « Nous prévenons nos clients qui devaient partir avec ces vols », assure la porte-parole de Jetair. « Nous ferons preuve de flexibilité

soit pour postposer leur voyage, soit pour modifier leur destination. »

« En ce moment, 2.391 voyageurs qui ont réservé chez TUI Belgium séjournent en Tunisie. Parmi eux, 207 à Port el Kantaoui. Certains hôtels touchés font partie de notre offre », ajoute Florence Bruyère.

Les clients semblent, eux, satisfaits de la réactivité et de la flexibilité du tour-opérateur : « En apprenant la nouvelle de l'attentat, j'ai de suite contacté Jetair avec qui je parlais, explique Catherine qui devait s'envoler samedi vers la Tunisie. Ils m'ont proposé plusieurs solutions sans frais supplémentaires. Nous partirons finalement en Crète. Et, si cela ne convenait pas, ils me proposaient même un remboursement complet du séjour. Ce qui m'a beaucoup étonnée. » ■

THOMAS CASAVECCHIA

les Belges « Tous barricadés dans la chambre »

A l'heure de boucler cette édition, aucun Belge ne figurait parmi les victimes selon les Affaires étrangères. Pourtant, nos collègues de RTL-TVI relayaient le témoignage d'un Belge sur place expliquant que sa femme était décédée. « J'ai vu ma femme qui était à côté de moi, elle est décédée », confiait Emile à nos confrères.

Officiellement, quatre Belges sont à compter parmi les blessés : deux Namurois et deux Verviétois. « Mon papa a reçu une balle dans le genou, il a été opéré là-bas. Il doit rester hospitalisé pendant quelques jours », raconte Aline Pesser, une Verviétoise, à Sudpresse.

De nombreux touristes belges ont aussi été témoins de la fusillade, dont Nick Appelmans. « J'étais à cinq mètres de la plage

au moment de l'attaque, raconte-t-il à nos confrères du *Nieuwsblad*. J'ai entendu un bruit très fort. J'ai d'abord pensé à une tondeuse à gazon ou à une tronçonneuse défectueuse. Mais, ensuite, on a vu des hordes de gens en pleine panique refluer de la plage

et de la piscine vers l'hôtel en criant : "Tous à l'intérieur." La seule chose qu'on a pu faire, c'est de s'enfuir avec les autres. »

Sur France 2, un autre Belge décrit la vague de panique. « On a entendu une sérénade de pétards, entame Jean-Marie. Tout de suite, j'ai compris que ce n'était pas un feu d'artifice, mais une kalachnikov. Ça a été la panique. Tous les gens de la plage sont montés vers la piscine, puis de la piscine à la réception pour se réfugier. »

Hier, vers 15 heures, nos confrères de Sudpresse sont parvenus à contacter Bernadette, originaire d'Awans, qui s'était enfermée dans sa chambre d'hôtel à deux pas des lieux du drame. « Il y a des morts sur la plage, juste devant l'hôtel... On ne sait pas combien. Des policiers armés patrouillent sur le toit. Nous sommes tous barricadés dans une chambre, avec un couple de Français. Nous avons retourné les lits contre la porte. On ne sait même pas s'il y a encore un risque. »

« Nos valises sont bouclées »

Toujours dans Sudpresse, Mélina poursuit : « C'était la cohue, décrit cette jeune mère de famille. Personne ne savait nous donner d'informations. On pensait à un règlement de comptes. Mais c'est en appelant mon copain en Belgique que j'ai appris pour l'atten-

tat terroriste, raconte la Belge impuissante. Depuis notre balcon on a forcément une pensée pour les victimes. Mais aussi pour celles et ceux qui séjournent dans cet hôtel. On espère qu'ils vont bien. »

Reste la question de la suite des vacances. Mélina ne sait pas en core si elle écourtera son séjour. En Tunisie avec sa mère, elles attendent « de voir comment la situation va évoluer. Mais nous risquons certainement de repartir dans les jours à venir ».

D'autres sont formels : ils veulent quitter les lieux sur-le-champ et attendent le feu vert. « Pour l'instant, personne n'ose plus aller dehors. Un hélicoptère vole en permanence au-dessus de nous. Je veux partir le plus rapidement possible », affirme Nick. ■

X.C. (avec M.d.M.)

réactions « On est entré dans la spirale terroriste »

Nous avons joint en Tunisie des amis et des connaissances, voici quelques réactions.

Mohamed Bouriga, traducteur, 53 ans

« J'habite à Sousse, la journée a été mouvementée avec un va-et-vient d'ambulances qui amenaient des blessés à la clinique privée à côté de chez moi dans un concert de sirènes. Il ne faut pas que nous cédions à la peur sinon les terroristes auraient gagné et leur culture de la mort avec eux. Ils sont ultra minoritaires chez nous, ils sont isolés, ils suscitent zéro sympathie ! Ces jeunes qui cherchent un but à leur vie sont victimes de recruteurs passés maîtres dans l'art de la manipulation. Les gens ne paniquent pas, mais ils sont abattus : après l'attentat du Bardo en mars, on commençait à peine à se relever. Ne nous laissez pas seuls ! »

Inès Hammami, maître de conférence

à l'université de Nice Sophia Antipolis, 46 ans

« Je suis en colère. Une police infiltrée qui occupe son temps à rechercher "les mécréants", ceux qui ne font pas le ramadan, et à s'occuper

des mœurs, alors que le pays est en alerte rouge. J'ai une colère immense. Oui, c'est une négligence. Le radicalisme n'a aucune frontière, il frappe là où il peut, il ne cherche que des prétextes. Des barbares sévissent et nous les regardons ébahis. Il faut s'attaquer à cette gangrène et soutenir les jeunes démocraties réellement. »

Farida Ayari, journaliste, 64 ans

« La Tunisie est définitivement entrée dans la spirale infernale du terrorisme. Pour moi, ce dernier attentat comme celui du Bardo n'est pas une surprise. Le terrorisme a pris son essor au lendemain de la chute du régime Ben Ali. Plusieurs facteurs y ont contribué dont l'amnistie générale de 2011, qui a permis à plusieurs extrémistes de retrouver la liberté, et l'autorisation de création d'Ansar El Charia, la même année, qui a donné aux salafistes l'opportunité de s'organiser au grand jour. Le démantèlement du secteur sécuritaire de Ben Ali en mars 2011 a rendu les forces de l'ordre incapables de contrôler le terrorisme. A cela

s'ajoute la bienveillance d'Ennahdha (le parti islamiste au pouvoir entre 2012 et 2014) qui déclarait en 2012 que les premières cellules terroristes observées dans la chaîne de montagne à la frontière algérienne, n'étaient que de jeunes qui s'entraînaient à faire du sport. De puis plus de trois ans, les autorités font la politique de l'autruche (...). Mais les gouvernants tunisiens refusent d'admettre que ces régions déshéritées représentent un vivier pour le djihad. Avec l'attentat de Sousse, la Tunisie n'a plus d'espoir de sauver sa saison touristique. Oui, le tourisme, c'est fini ! »

Lilia Weslaty, journaliste, 30 ans

« Ce qui arrive est le résultat de plusieurs années de corruption, de marginalisation et d'"abrutissement" massive. Beaucoup de jeunes se dirigent vers le terrorisme. Pour eux, tout est complot et seul l'islam est la solution. Aujourd'hui, je peux voir en certains de probables futurs "daeshistes" : il suffit de les écouter pour s'en rendre compte qu'il leur manque une case. » ■

B.